



REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTERE DE L'ECONOMIE DES FINANCES ET DU PLAN

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE ET DU TRESOR



DIRECTION DU SECTEUR PARAPUBLIC

**RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE DES
ETABLISSEMENTS PUBLICS, DES AGENCES ET
STRUCTURES ADMINISTRATIVES SIMILAIRES OU
ASSIMILEES AU 30 SEPTEMBRE 2016**

SOMMAIRE

Résumé analytique.....	6
-------------------------------	----------

PARTIE 1 : Analyse de l'exécution budgétaire et de l'endettement des agences et structures administratives similaires ou assimilées et des autres établissements publics.....	8
--	----------

PARTIE 2 : Analyse de l'exécution budgétaire et de l'endettement des Etablissements publics de Santé (EPS).....	11
--	-----------

PARTIE 3 : Analyse de l'exécution budgétaire des Universités et Centres des œuvres universitaires.....	16
---	-----------

Synthèse et recommandations.....	19
---	-----------

ANNEXES

Annexe n° 1 : Niveau de mobilisation des transferts de l'Etat au 30 septembre 2016

Annexe n°2 : niveau de mobilisation des Ressources par catégorie

Annexen°3 : niveau de consommation globale des crédits

Annexe n°4 : Récapitulatif des charges de personnel

Annexe n° 5 : Situation de l'endettement non bancaire

Annexe n°6 : mobilisation des crédits dans les Agences et autres organismes publics similaires ou assimilés

Annexe n°7 : consommation des crédits dans les Agences et structures similaires ou assimilées

Annexe n°8 : mobilisation des crédits dans les Etablissements publics de Santé

Annexe n°9 : consommation des crédits dans les Etablissements publics de Santé

Annexe n°10: Mobilisation des crédits dans les Universités

Annexe 11 : consommation des crédits dans les Universités

Annexe 12 : Endettement bancaire des Agences et structures similaires ou assimilées

Annexe 13 : Endettement des Etablissements publics de Santé

Annexe 14 : Endettement des Universités

Annexe 15 : liste des organismes publics

Liste des tableaux

Tableau n°1 : composition de la dette globale

Tableau n°2 : ressources des agences

Tableau n° 3: évolution trimestrielle de l'exécution budgétaire du FSE

Tableau n° 4: répartition des ressources des EPS

Tableau n°5 : composition de la dette des EPS

Tableau n°6 : évolution du niveau de consommation des crédits de HALD

Tableau n°7 : exécution du budget de HPD

Tableau n°8 : exécution du budget de UADB

Liste des graphiques

Graphique n°1 : répartition globale du budget

Graphique n°2 : exécution globale du budget

Graphique n° 3 : endettement des agences

Graphique n° 4 : Mobilisation des ressources

Graphique n° 5 : réalisation du budget des EPS

Graphique n°6 : exécution budgétaire des universités

Graphique n°7 : exécution du budget de fonctionnement de l'UADB

Liste des abréviations, acronymes et sigles

A.C.B.E.P. :	Agence de Construction des Bâtiments et Edifices publics
A.N.A.C.I.M. :	Agence nationale de l'Aviation civile et de la Météorologie
A.D.I.E. :	Agence de l'Informatique de l'Etat
A.D.S. :	Agence des Aéroports du Sénégal
A.G.P.B.E. :	Agence de Gestion du Patrimoine bâti de l'Etat
ANAQ. SUP. :	Autorité nationale d'Assurance Qualité de l'Enseignement supérieur
A.N.P.E.J. :	Agence nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes
A.N.S.D. :	Agence nationale de la Statistique et de la Démographie
A.N.A.T :	Agence nationale de l'Aménagement du Territoire
A.N.E.R. :	Agence nationale des Energies renouvelables
A.N.R.S.A. :	Agence nationale de la Recherche Scientifique appliquée
A.GE.ROUTE. :	Agence des Travaux et de Gestion des Routes
A.P.R.H.N. :	Agence de promotion du réseau hydrographique national
ASER :	Agence sénégalaise d'Electrification rurale
A.S.P.I.T	Agence Sénégalaise pour la Propriété industrielle et l'Innovation technologique
A.S.P.T. :	Agence Sénégalaise de Promotion touristique
C.D.C. :	Caisse des Dépôts et Consignations
C.ET.U.D. :	Conseil Exécutif des Transports urbains de Dakar
C.H.U.:	Centre hospitalier universitaire
COSEC. :	Conseil sénégalais des Chargeurs
C.R.O.U.S. :	Centre régional des Œuvres universitaires Saint Louis
E.P.S. :	Etablissement public de Santé
F.E.R.A. :	Fonds d'Entretien routier autonome
F.S.E. :	Fonds spécial de Soutien au Secteur de l'Energie
H.P.D. :	Hôpital Principal de Dakar
H.A.L.D. :	Hôpital Aristide le Dantec
I.N.P. :	Institut national de Pédologie
I.S.E.P. :	Institut supérieur d'Enseignement professionnel
M.S.A.D. :	Manufactures des Arts décoratifs de Thiès
U.C.A.D. :	Université Cheikh Anta Diop de Dakar
U.G.B. :	Université Gaston Berger
U.V.S. :	Université virtuelle du Sénégal
U.A.D.B. :	Université Alioune Diop de Bambey
O.N.P.N. :	Office national des Pupilles de la Nation
P.N.A. :	Pharmacie nationale d'Approvisionnement
O.LAG. :	Office du Lac de Guiers
O.N.F.P. :	Office national de Formation professionnelle

Résumé analytique

L'analyse de l'exécution budgétaire au terme du troisième trimestre 2016 s'articule autour de soixante-onze (71) structures du secteur public décentralisé. Elles sont réparties ainsi qu'il suit :

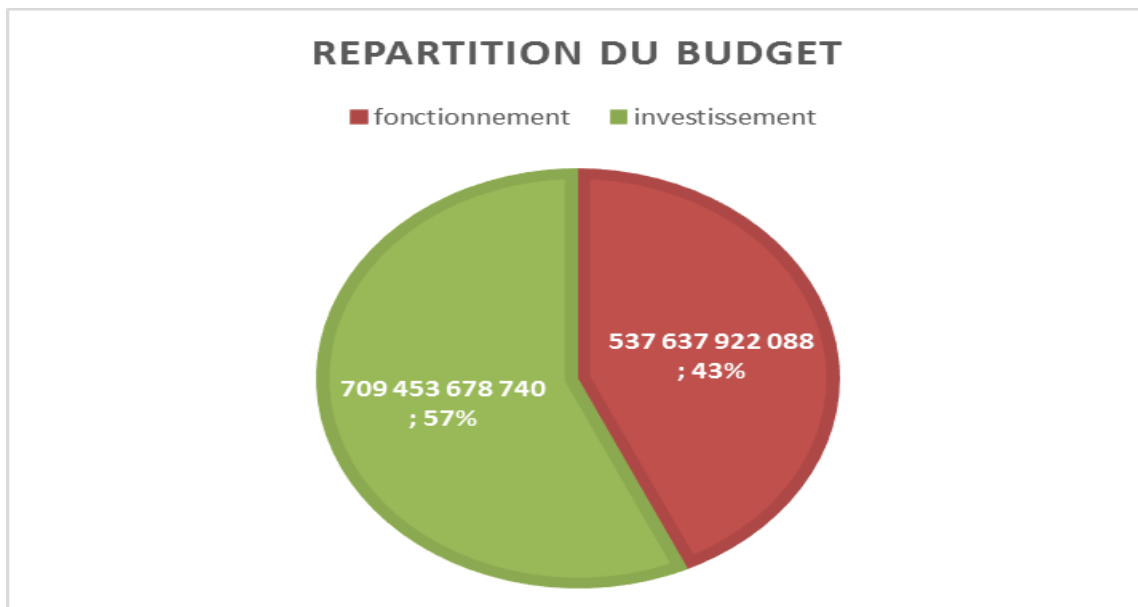
- quarante-cinq (45) agences et établissements publics similaires ou assimilés ;
- dix-huit (18) établissements publics de santé et
- huit (8) établissements publics à caractère administratif (universités, instituts, centres d'œuvres universitaires).

Le budget global de toutes structures confondues s'élève à 1 247 091 600 828 francs CFA. Les crédits destinés au fonctionnement se chiffrent à 537 637 922 088 francs CFA soit 43% des prévisions et ceux pour l'investissement sont arrêtés à 709 453 678 740 francs CFA soit 57% du budget.

La prise en charge des dépenses de personnel est prévue pour un montant de 106 831 860 407 francs CFA, représentant 8,57% des crédits ouverts et 19,91 % du budget de fonctionnement.

Les prévisions de transferts de l'Etat, au titre de l'exercice 2016, se chiffrent à 456 569 624 632 francs CFA. A fin septembre 2016, ils sont exécutés à hauteur de 64,02% soit 292 275 107 348 francs CFA en valeur absolue.

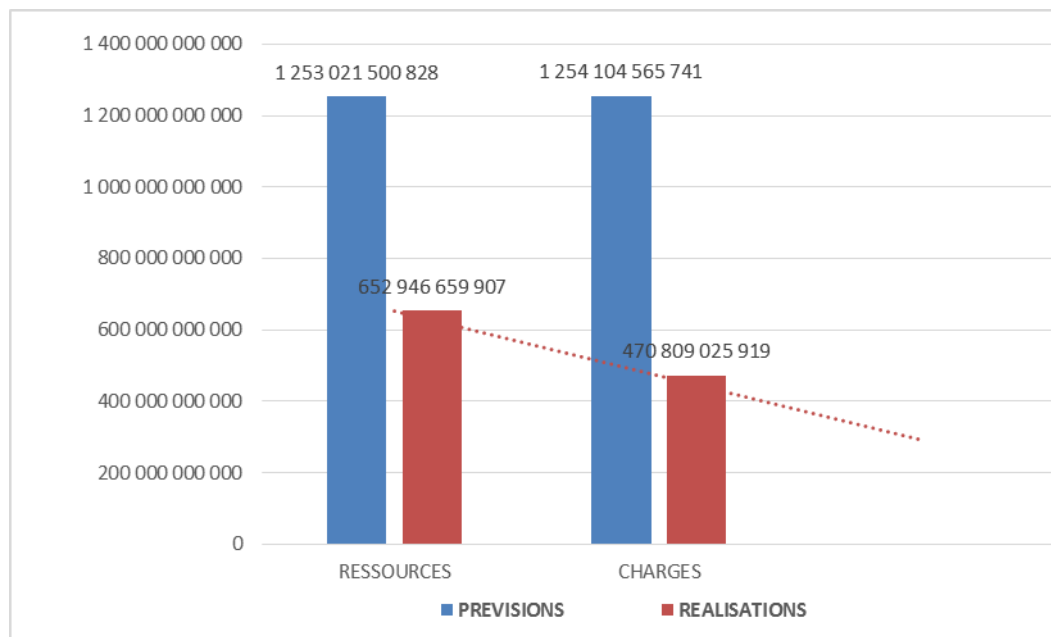
Graphique n°1 : répartition globale du budget



L'exécution budgétaire au 30 septembre 2016 révèle une consommation des crédits destinés aux charges de personnel à hauteur de 77,45% soit 82 744 723 639 FCFA en valeur absolue.

Les dépenses d'investissement sont exécutées à 36,20 % des prévisions initiales fixées à 704 430 778 444 FCFA. Ce qui s'avère être un très faible taux d'exécution.

Graphique n°2 : exécution globale du budget



L'endettement de ces entités est arrêté au terme des neuf premiers mois d'exécution du budget 2016 à 115 559 887 233 francs CFA. Il est constitué d'une dette fournisseurs de 79 110 790 247 francs, d'un passif fiscal de 25 853 971 265 francs et d'une dette sociale évaluée à 10 483 545 829 francs.

Tableau n°1 : composition de la dette globale

Dettes fournisseurs	Dettes fiscales	Dettes sociales	TOTAL
79 110 790 247	25 853 971 265	10 595 125 721	115 559 887 233

Analyse de l'exécution budgétaire des agences et structures administratives similaires ou assimilées

L'analyse de l'exécution budgétaire au terme du troisième trimestre de l'exercice 2016, porte sur un échantillon de quarante-cinq (45) agences et structures similaires ou assimilées.

Ces structures cumulent un budget de plus de 436 milliards pour la section fonctionnement et 697 milliards pour l'investissement. Ce qui fait un total budgétaire de plus 1134 milliards de FCFA en ressources et en dépenses.

A fin septembre de l'année courante, les ressources sont mobilisées à hauteur de 50,01% soit 567 420 252 495 FCFA en valeur absolue.

Tableau n°2 : ressources des agences

	ressources		
	prévisions	réalisations	taux
fonctionnement	436 889 601 398	263 424 819 492	60,30%
investissement	697 634 009 688	303 995 433 103	43,58%
total	1 134 523 611 086	567 420 252 595	50,01%

Les transferts directs de l'Etat, prévus pour un montant de quatre cent douze milliards quarante et un millions sept cent soixante-quinze mille quatre-vingt-dix-neuf (412 041 775 099) francs CFA, sont mobilisés à hauteur de 60,98% au terme des trois premiers trimestres 2016, soit deux cent cinquante et un milliards deux cent quatre-vingt-quinze millions dix-sept mille quatre cent trente-six (251 295 017 436) francs CFA.

Le budget attribué aux autres dépenses de fonctionnement est consommé à hauteur de 38,39% des prévisions soit 167 362 336 310 FCFA et celui relatif au cycle d'investissement à hauteur de 254 057 729 748 FCFA soit 36,32% en valeur relative. Ce qui porte les dépenses exécutées à la somme de quatre cent vingt et un milliards quatre cent vingt millions soixante-six mille cinquante-huit (421 420 066 058) francs CFA à fin septembre 2016 soit 37,12% des prévisions.

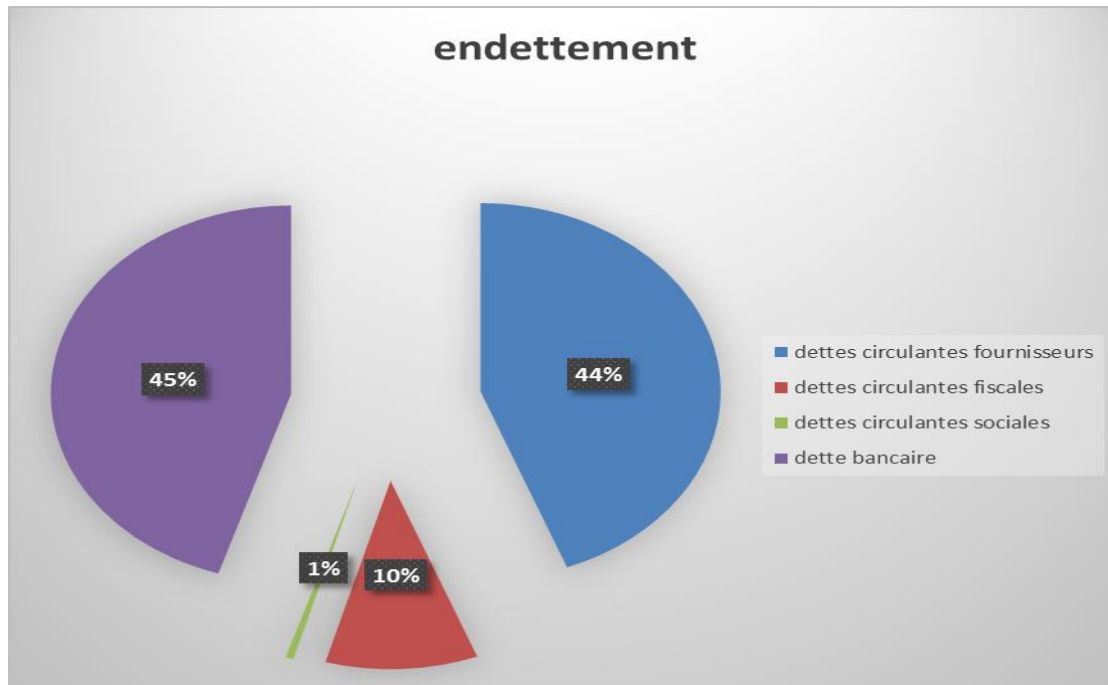
Les charges de personnel représentent 10,28% des dépenses effectuées soit quarante-trois milliards trois cent trente-quatre millions quatre-vingt-trois mille sept cent quatre-vingt-six (43 334 083 786) francs CFA et 75,42 % des prévisions initiales pour cette rubrique arrêtées à 57 454 459 400 FCFA.

L'endettement des agences et structures assimilées ou similaires est arrêté à 157 134 656 081 FCFA réparti comme suit :

- dettes fournisseurs : 69 345 647 519 FCFA
- dettes fiscales : 16 088 828 537 FCFA

- dettes sociales : 829 982 993 FCFA
- endettement bancaire : 70 870 197 032 FCFA.

Graphique n° 3: endettement des agences



➤ **Agence des travaux et Gestion des Routes (AGEROUTE)**

L'exécution en ressources du budget de fonctionnement de l'AGEROUTE ressort à 3 029 773 252 francs CFA, soit un niveau de mobilisation de 49,67%, et celle du budget d'investissement s'élève à 35,24% soit 168 376 636 335 francs CFA en valeur absolue.

Dans ce cadre, les transferts attendus de l'Etat sont réalisés à hauteur de 42,36% soit un montant de 93 361 063 786 francs CFA pour une prévision de 218 826 170 758 francs CFA.

Les consommations des crédits se chiffrent à 98 159 471 205 francs CFA, soit un taux d'absorption de 22,63%, expliqué principalement par le rythme faible de consommation des crédits d'investissement qui se situe à 22,25%.

La dette de l'Agence s'établit à 56 883 618 533 francs CFA. L'essentiel de cette dette est composée de dettes envers les fournisseurs et se décompose en dettes fournisseurs pour un montant 56 656 838 729 francs CFA et en dette fiscale pour un montant de 216 844 494 francs CFA.

➤ **Fonds spécial de Soutien au secteur de l’Energie(FSE)**

Dans le cadre de l’exécution de sa mission de (i) gestion des ressources financières collectées et mises à sa disposition et de (ii) sécurisation des approvisionnements en combustibles et des achats d’énergie destinés à la fourniture d’électricité, les crédits ouverts pour le Fonds spécial de Soutien au Secteur de l’Energie (FSE) au titre de la gestion 2016 s’élèvent à 296 786 313 979 francs CFA.

Les ressources sont mobilisées pour un montant de 173 861 666 748 francs CFA équivalant à 58,58% des prévisions. Les consommations des crédits s’établissent à 90 165 020 992 francs CFA, soit un taux d’absorption de 30,38%.

La dette du FSE est arrêtée à 45 402 023 francs CFA à la date du 30 septembre 2016 dont des créances de fournisseurs d’un montant de 39 209 359 francs et un passif fiscal de 4 844 055 francs CFA. Le reste est constitué de dettes sociales.

Tableau n° 3: évolution trimestrielle de l’exécution budgétaire du FSE

	TRIMESTRE 1		TRIMESTRE 2		TRIMESTRE 3	
	RESSOURCES	CHARGES	RESSOURCES	CHARGES	RESSOURCES	CHARGES
PREVISIONS	296 786 313 979	296 786 313 979	296 786 313 979	296 786 313 979	296 786 313 979	296 786 313 979
REALISATIONS	58 203 484 623	18 458 429 411	114 552 211 032	51 440 715 472	173 861 666 748	90 165 020 992
NIVEAU	19,61%	6,22%	38,60%	17,33%	58,58%	30,38%

➤ **Agence nationale de la Couverture maladie universelle (ACMU)**

Le budget de l’Agence nationale de la Couverture maladie universelle (ACMU), arrêté à 21 511 863 437 francs CFA , est mobilisé à hauteur de 72,57% à fin septembre, soit un montant de 15 610 715 390 francs CFA. Le niveau de consommation des crédits se situe à 43,29%, soit 9 313 677 022 francs CFA en valeur absolue.

Les ressources d’investissements sont mobilisées à hauteur de 91% et les dépenses sont engagées à 30% des prévisions fixées à 1 694 236 400 francs CFA.

Pour la rubrique fonctionnement, la mobilisation des ressources se chiffre à 14 059 006 516 francs CFA dont les 6 398 493 600 FCFA sont allouées par l’Etat. Les crédits sont absorbés à hauteur de 44,37%.

Analyse de l'exécution budgétaire des Etablissements publics de Santé (EPS)

Dans cette partie, le budget cumulé de dix-huit structures (18) évoluant dans le domaine de la santé publique arrêté à soixante-quinze milliards cinq cent quatre millions quatre cent vingt-neuf mille cent quinze (75 504 429 115) francs CFA fait à présent l'objet de notre analyse.

Soixante-trois milliards cent soixante-seize millions trois cent dix mille neuf cent cinquante-trois FCFA (63 176 310 953) représentant 83,67 % du budget est affecté au fonctionnement tandis que les 16,33% soit douze milliards deux cent trente-huit millions cent dix-huit mille cent soixante-deux (11 249 488 744) francs CFA sont destinés à l'investissement.

A fin septembre 2016, le budget de fonctionnement est mobilisé à hauteur de 61,43% et celui de l'investissement à hauteur de 65,41%.

Graphique n° 4 : Mobilisation des ressources

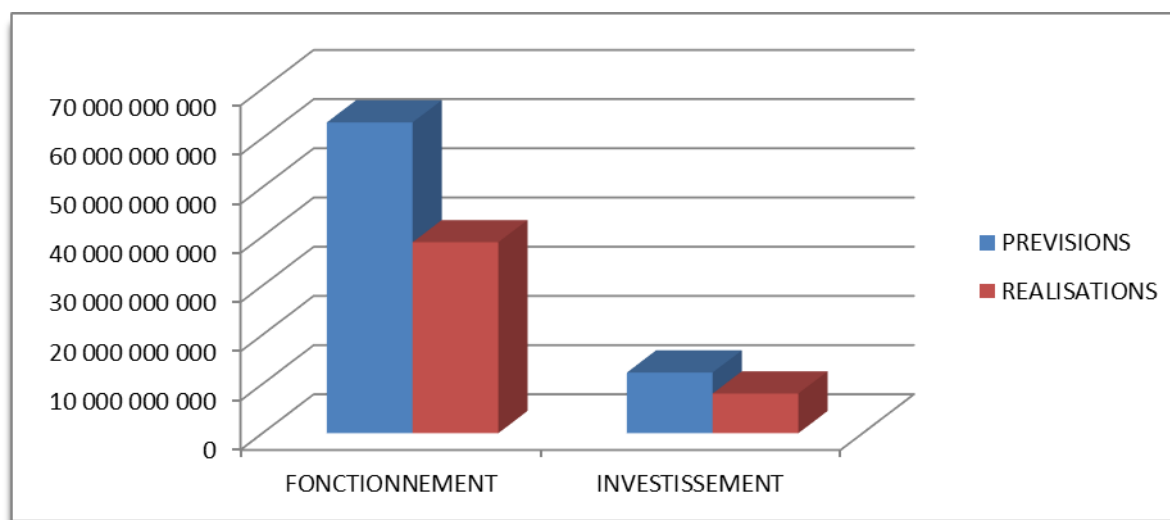


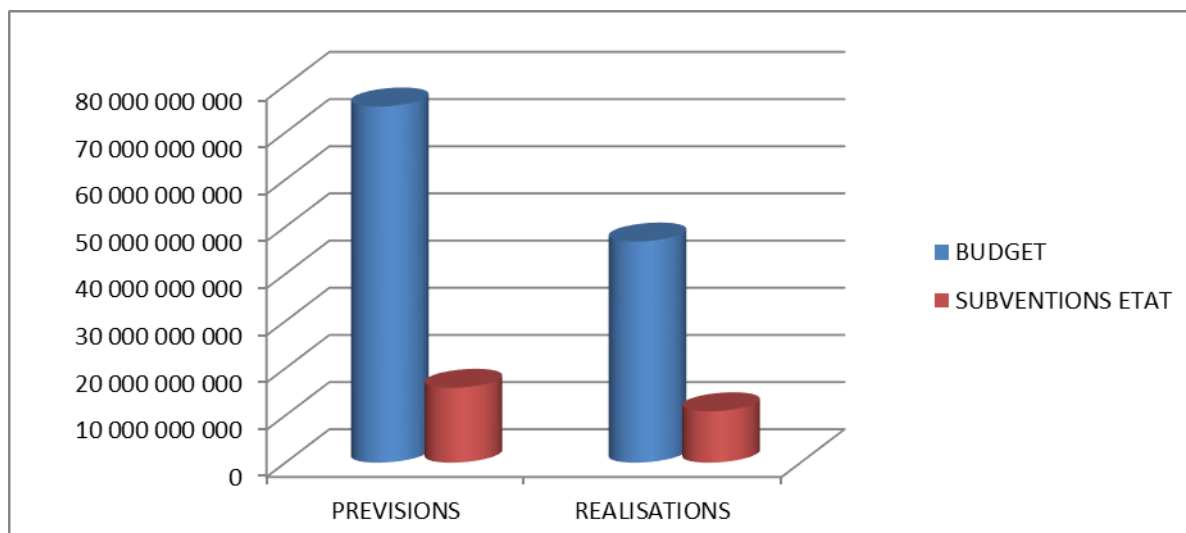
Tableau n° 4: répartition des ressources des EPS

	PREVISIONS	REALISATIONS	NIVEAUX
BUDGET	75 504 429 115	46 875 638 766	62,08%
SUBVENTIONS ETAT	15 865 585 365	10 889 886 871	68,64%
PART	21,01%	23,23%	

La subvention de l'Etat représente 21,01% du budget soit quinze milliards huit cent soixante-cinq millions cinq cent quatre-vingt-cinq mille trois cent soixante-cinq (15 865 585 365) francs CFA et est mobilisée à hauteur de 68,64% des

prévisions initiales. Elle représente 23,23% des sommes mobilisées à la fin du troisième trimestre soit dix milliards huit cent quatre-vingt-neuf millions huit cent quatre-vingt-six mille huit cent soixante-onze (10 889 886 871) francs CFA.

Graphique n° 5 : réalisation du budget des EPS



Les dépenses de fonctionnement sont exécutées à hauteur de 60,82% et celles liées à l'investissement à 14,99%.

Les dépenses de fonctionnement sont consommées à peu près au même rythme que la mobilisation des ressources. Les ressources mobilisées se chiffrent à 38 812 246 882 FCFA pour des dépenses s'élevant à 38 373 632 923 FCFA.

36,78% des crédits destinés au financement du cycle de fonctionnement de ces EPS est affecté aux charges de personnel. Elle représente 23,204 milliards de FCFA et sont consommées à hauteur de 68,84%.

La situation de l'endettement des EPS figurant dans l'échantillon se présente ainsi qu'il suit : (voir tableau)

Tableau n°5 : composition de la dette des EPS (en francs CFA)

	Dettes fournisseurs	Dettes fiscales	Dettes sociales	Total
dettes des EPS	8 316 482 559	6 734 081 228	5 227 392 759	20 277 956 546
part	41,01%	33,21%	25,78%	100,00%

La dette des établissements publics de santé est composée à 41,01% par les dettes fournisseurs qui s'élèvent à huit milliards trois cent seize millions quatre cent quatre-vingt-deux mille cinq cent cinquante-neuf (8 316 482 559) FCFA. Les autres dettes sont constituées à 33,21% par les dettes fiscales et à 25,78% par les dettes sociales. L'endettement bancaire d'un montant de 22 997 741 FCFA est un découvert contracté par le CHAN.

➤ **Centre national hospitalier universitaire de FANN (CNHU FANN)**

Le budget du Centre national hospitalier universitaire de FANN (CNHU FANN) est arrêté à 5 744 200 000 francs CFA en 2016. Les transferts de l'Etat représentent 20,6% de ces prévisions, soit un montant de 1 183 565 000 francs CFA et sont mobilisés à 80% dont 370 000 000 FCFA destinés à l'investissement entièrement mobilisé.

Les crédits ouverts pour le fonctionnement constituent 80,15% du budget, soit 4 604 200 000 francs CFA en valeur absolue. Le financement des projets d'investissement sur l'année 2016 est prévu pour un montant de 1 140 000 000 francs CFA représentant 19,85% des prévisions.

Le budget du CHNU FANN est mobilisé à hauteur de 73,97% des prévisions à la fin du troisième trimestre (mobilisation au deuxième trimestre 57,15%). Une faible consommation des crédits est notée (44,03% des prévisions) surtout pour ceux destinés à l'investissement qui n'absorbe que 3,75% des prévisions alors que les ressources sont totalement mobilisées.

La dette du CHNU FANN est arrêtée à la somme de 22 383 123 FCFA et est décomposée ainsi qu'il suit :

- Dettes fournisseurs : 7 589 377 FCFA;
- Dettes fiscales : 3 775 569 FCFA ;
- Dettes sociales : 11 018 177 FCFA.

➤ **Hôpital Aristide Le Dantec (HALD)**

Au terme du 3^{ème} trimestre 2016, la subvention totale (investissement et fonctionnement confondus) versée par l'Etat à la HALD est comptabilisée pour un montant total de 1 679 316 423 FCFA soit 54,80% de la prévision budgétaire initiale fixée à 3 064 549 294 francs CFA.

Ces crédits sont destinés au fonctionnement de l'EPS pour 1 530 199 728 FCFA et 149 116 695 FCFA pour le programme d'investissement.

A fin septembre 2016, on note une très faible consommation des crédits destinés à l'investissement qui tourne autour de 5,76% alors que la mobilisation de ces mêmes ressources tourne autour de 38%.

La dette de l'EPS se chiffre à 132 784 278 FCFA (chiffre à revoir) soit 65% de moins que le trimestre dernier où elle atteignait à 374 058 734 francs CFA. Elle est répartie comme suit :

- dettes fournisseurs : 5 775 378 francs CFA ;
- dettes fiscales : 71 662 013 francs CFA ;
- dettes sociales : 55 346 887 francs CFA.

Tableau n°6 : évolution du niveau de consommation des crédits de HALD (en F CFA)

	PREVISIONS	TRIM 1	TRIM 2	TRIM 3
fonctionnement	7 573 403 980	880 109 953	2 279 951 815	3 472 873 834
investissement	2 072 374 600	13 360 693	13 360 693	82 356 832
total	9 645 778 580	893 470 646	2 293 312 508	3 555 230 666
niveau d'exécution		9,26%	23,78%	36,86%

➤ **Hôpital Principal de Dakar (HPD)**

La prévision budgétaire de HPD est arrêtée à la somme de onze milliards sept cent trente-quatre millions six cent soixante-treize mille quatre cent soixante-cinq (11 734 673 465) FCFA en dépenses et ressources.

Au 30 septembre 2016, elle a été exécutée à hauteur de 66,84%(7 843 145 081FCFA) en recettes dont les 30,92% soit 2 425 167 000 F CFA proviennent du financement de l'Etat.

Les dépenses ont été exécutées à hauteur de 50,97% et 78,39% de ces dépenses ont été affectées aux charges de personnel. Les dépenses d'investissement ne représentent 5,5% des dépenses engagées.

Tableau n°7 : exécution du budget de HPD

	prévisions	réalisations	
		ressources	dépenses
fonctionnement	10 656 044 047	7 113 145 081	5 651 988 631
investissement	1 078 629 418	730 000 000	328 843 088
total	11 734 673 465	7 843 145 081	5 980 831 719

Bien qu'en baisse par rapport à la fin du trimestre précédent, la dette de la structure hospitalière reste relativement importante. Elle est arrêtée à la fin du troisième trimestre à 7 931 396 829 francs CFA et se décompose comme suit :

- dettes fournisseurs : 223 629 816 francs CFA ;

- dettes fiscales : 4 194 581 978 francs CFA ;
- dettes sociales : 3 513 185 035 francs CFA.

➤ ***Centre hospitalier régional de Saint –Louis***

Les ressources budgétaires pour l'exercice 2016 sont arrêtées à 2 229 018 221 FCFA pour le fonctionnement et à 893 477 931 FCFA pour la section investissement.

Pour cette année, l'Etat n'a alloué qu'une subvention de fonctionnement de 537 462 735 FCFA recouvrée à hauteur de 62,92%.

Les dépenses de fonctionnement prévues pour 2 229 018 221 FCFA consacrent une enveloppe de 1 278 414 125 FCFA aux dépenses de personnel. Les dépenses sont exécutées à hauteur de 56,69% pour le fonctionnement.

Quant à l'investissement, l'exécution tourne autour de 12,87% des prévisions en dépenses.

L'endettement du CHR de St-Louis est arrêté à la somme de 792 105 595 FCFA dont :

- 451 505 796 FCFA de dettes fournisseurs ;
- 10 402 966 FCFA de dettes fiscales et ;
- 330 196 833 FCFA de dettes sociales.

Analyse de l'exécution budgétaire des Etablissements publics à caractère administratif

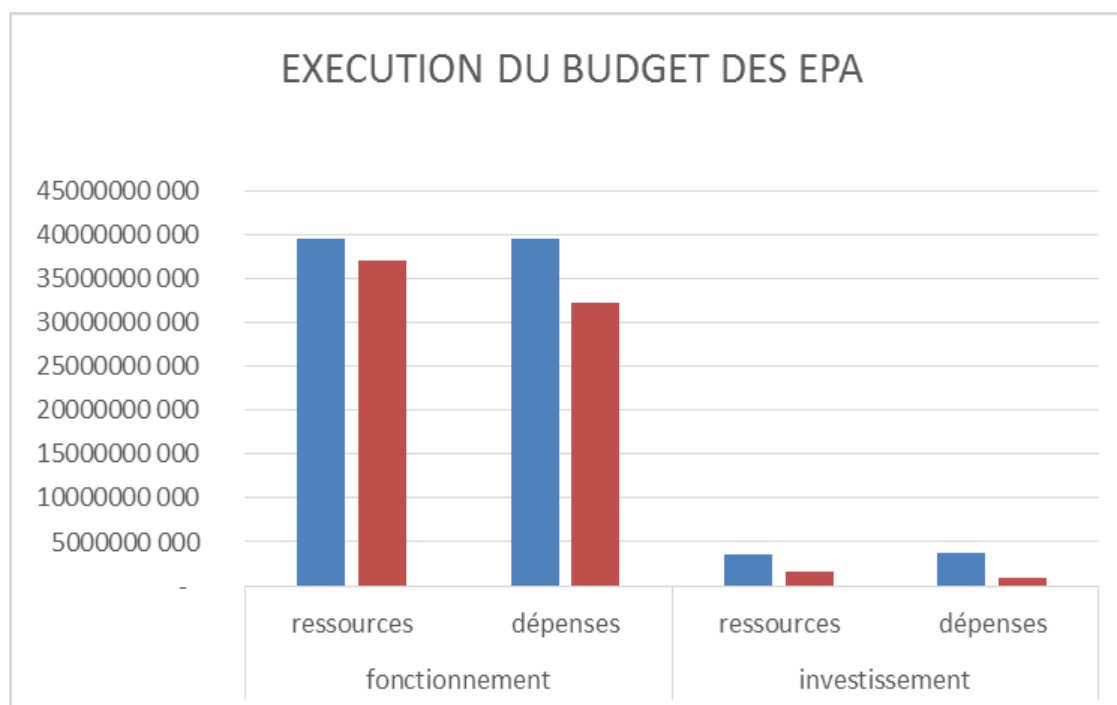
L'inscription effective dans les budgets des universités des ressources tirées des activités de service et de recherche, communément appelées « fonctions de services » ainsi que la définition de leurs modalités de répartition et de gestion à travers l'arrêté interministériel n°08424 du 20 mai 2014 traduit la volonté d'une amélioration continue de la gestion budgétaire aux niveaux des Universités. L'érection de quatre (4) nouvelles agences comptables en plus du Rectorat au niveau de l'UCAD s'inscrit également dans cette dynamique. Ces réformes se poursuivent avec l'érection de Centres régionaux des œuvres au niveau des autres Universités du pays.

Pour la gestion 2016, les EPA analysés évaluent leurs besoins en fonctionnement à 39 460 966 623 FCFA ; lesquelles ressources sont constituées à 77% par la subvention versée par l'Etat et qui représentent 91,78% des prévisions budgétaires globales. Elles ont été recouvrées pour un montant de 37 079 483 251 FCFA soit 93,96% en valeur relative.

Les dépenses en charges de personnel prévues pour un montant de 26 918 214 061 FCFA sont consommées à 89,31% des prévisions annuelles à la fin du troisième trimestre. Ce qui laisse une marge insuffisante pour couvrir le dernier trimestre.

Le financement des investissements requérant une enveloppe de 3 532 494 004 FCFA a été mobilisé à hauteur de 44,48% (soit 1 571 285 295 FCFA en valeur absolue).

Graphique n°6 : exécution budgétaire des universités



Au terme du troisième trimestre de l'année 2016, la dette non bancaire cumulée par ces organismes publics est arrêtée à 5 401 104 599 francs CFA. Elle est constituée de :

- dettes fournisseurs : 3 693 115 941 francs CFA ;
- dettes fiscales : 1 695 770 565 francs CFA ;
- dettes sociales : 12 218 093 francs CFA.

➤ ***Ecole supérieure polytechnique (ESP)***

Le budget de l'ESP est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 4 247 801 711 FCFA réparti comme suit :

- fonctionnement : 3 441 877 683 FCFA
- investissement : 805 924 028 FCFA.

Les recettes et dépenses de fonctionnement sont exécutées respectivement à hauteur 63,68% et 65,35%.

Les crédits d'investissement n'ont pas été mobilisés jusqu'en fin septembre mais les charges y relatives ont été exécutées à hauteur de 6,32% des prévisions soit 50 917 424 FCFA en valeur absolue.

La dette globale de l'Ecole s'établit à 340 168 475 FCFA et est essentiellement constituée de dettes envers les fournisseurs.

➤ ***Centre des Œuvres universitaires de Saint-Louis (CROUS)***

Le budget du Centre des œuvres universitaires de Saint Louis (UGB), est arrêté à 5 644 062 000 francs CFA pour l'année 2016, est abondé à hauteur de 80,11% par les subventions de l'Etat, soit 4 521 915 000 francs CFA.

Les crédits ouverts pour les dépenses de personnel représentent 41,52% du budget, soit 2 067 715 000 francs CFA en valeur absolue.

Les réalisations des ressources se situent à la fin du troisième trimestre à 4 620 326 463 francs CFA, soit un taux de mobilisation de 81,86% de toutes ressources confondues et la mobilisation des ressources provenant de l'Etat tourne autour de 87,54% soit 3 958 707 500 FCFA en valeur absolue.

Dans le même temps, l'absorption des crédits ressort à 4 700 492 764 francs CFA, dont les 6,04% constituent des dépenses d'investissement.

La dette globale s'établit à 4 600 984 906 francs CFA à la date du 30 septembre essentiellement constituée d'une dette fournisseurs de 2 936 416 323 francs CFA et d'un passif fiscal de 1 664 568 583 francs CFA.

➤ **Université Alioune Diop de Bambey (UADB)**

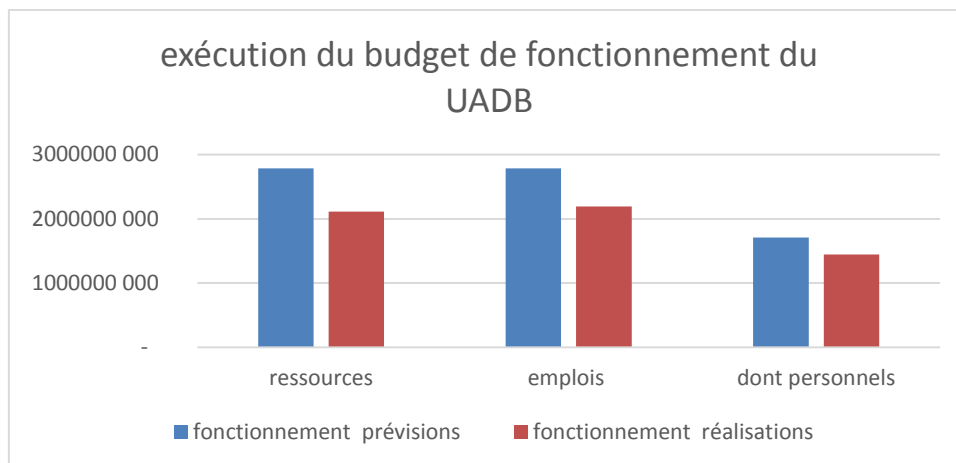
Le budget de l'Université Alioune Diop de Bambey (UADB) est arrêté à 3 029 830 294 francs CFA au titre de l'exercice 2016. Il est constitué pour un montant de 2 534 000 000 francs CFA de transferts de l'Etat, soit 83,63% des crédits ouverts.

Les crédits réservés au fonctionnement de l'Université constituent 91,88% des prévisions globales, soit un montant 2 783 855 000 francs CFA. Le budget d'investissement se situe à 245 975 294 francs CFA, soit 8,12% des crédits ouverts.

Tableau n°8 : exécution du budget de UADB

	fonctionnement	
	prévisions	réalisations
ressources	2 783 855 000	2 109 985 653
emplois	2 783 855 000	2 193 671 704
dont personnels	1 709 770 000	1 446 308 445

Graphique n°7 : exécution du budget de fonctionnement de l'UADB



La dette de l'UADB est évaluée à 367 419 222 FCFA répartie comme suit :

- dettes fournisseurs : 328 684 402 FCFA ;
- dettes fiscales : 27 623 648 FCFA;
- dettes sociales : 11 111 172 FCFA.

Synthèse et recommandations

Le rythme de consommation des crédits réservés aux charges de personnel demeure très élevé et révèle des difficultés de prise en charge à venir des dites dépenses en l'absence de modifications budgétaires (virements de crédits ou autorisations spéciales avec la disponibilité de nouvelles ressources). Relativement à cette rubrique budgétaire, la mesure de l'impact de son encadrement consacré par l'article 17 du décret 2014-1472 du 12 septembre 2014 portant régime financier et comptable des établissements publics, agences et structures administratives similaires ou assimilées.

Le niveau d'exécution des dépenses d'investissement demeure relativement faible et en déphasage avec la stratégie visant une meilleure efficacité de l'investissement dans l'exécution de la loi de finances. Celle-ci, mise en œuvre depuis environ trois ans, permet, par des économies budgétaires sur les crédits de fonctionnement de la loi de finances, le financement des investissements par un moindre recours aux ressources extérieures. Pour un meilleur impact, cette stratégie doit être élargie aux démembrements budgétaires de l'Etat dont le budget global est arrêté dans le présent rapport à 1 247 091 600 828 francs CFA avec 537 637 922 088 francs CFA pour le fonctionnement et 709 453 678 740 francs CFA pour l'investissement.

Ce processus pourra être encadré notamment à travers les contrats de performances à signer à fin décembre 2016 pour une période allant du 01 janvier 2017 au 31 décembre 2019. La liste des entités ayant signé des contrats de performance et celles en attente est précisée dans le tableau récapitulatif joint en annexe.

ANNEXES

Annexe n° 1 : Niveau de mobilisation des transferts de l'Etat au 30 septembre 2016

	SUBVENTION EXPLOITATION			SUBVENTION INVESTISSEMENT			TOTAL SUBVENTIONS		
	PREVISIONS	REALISATIONS	Taux de mobilisation	PREVISIONS	REALISATIONS	Taux de mobilisation	PREVISIONS	REALISATIONS	Taux de mobilisation
AGENCES ET STRUCTURES ASSIMILEES	64 271 347 921	45 071 637 947	70,13%	342 501 457 283	204 126 799 489	59,60%	406 772 805 204	249 198 437 436	61,26%
EPS	10 763 206 413	7 858 983 601	73,02%	5 102 378 952	3 030 903 270	59,40%	15 865 585 365	10 889 886 871	68,64%
UNIVERSITES, CENTRES DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET ISEP	30 398 740 059	31 952 138 510	105,11%	3 532 494 004	627 144 531	17,75%	33 931 234 063	32 579 283 041	96,02%
TOTAL	105 433 294 393	84 882 760 058	80,51%	351 136 330 239	207 784 847 290	59,17%	456 569 624 632	292 667 607 348	64,10%

Annexe n°2 : niveau de mobilisation des Ressources par catégorie

	FONCTIONNEMENT			INVESTISSEMENT			BUDGET		
	PREVISIONS	REALISATIONS	Taux de mobilisation	PREVISIONS	REALISATIONS	Taux de mobilisation	PREVISIONS	REALISATIONS	Taux de mobilisation
AGENCES ET STRUCTURES ASSIMILEE	435 088 164 144	261 948 782 238	60,21%	693 505 546 942	303 113 170 357	43,71%	1 128 593 711 086	565 061 952 595	50,07%
EPS	63 088 791 321	38 812 246 882	61,52%	12 415 637 794	1 860 538 354	14,99%	75 504 429 115	40 672 785 236	53,87%
UNIVERSITES, CENTRES DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET ISEP	39 460 966 623	32 245 186 565	81,71%	3 532 494 004	824 843 500	23,35%	42 993 460 627	33 070 030 065	76,92%
TOTAL	537 637 922 088	333 006 215 685	61,94%	709 453 678 740	305 798 552 211	43,10%	1 247 091 600 828	638 804 767 896	51,22%

Annexen°3 niveau de consommation globale des crédits

	FONCTIONNEMENT			INVESTISSEMENT			BUDGET		
	PREVISIONS	REALISATIONS	Taux d'absorption	PREVISIONS	REALISATIONS	Taux d'absorption	PREVISIONS	REALISATIONS	Taux d'absorption
AGENCES ET STRUCTURES ASSIMILEES	434 155 996 305	166 326 868 159	38,31%	694 437 714 781	253 121 817 473	36,45%	1 128 593 711 086	419 448 685 632	37,17%
EPS	63 088 791 321	23 204 766 946	36,78%	12 415 637 794	1 860 538 354	14,99%	75 504 429 115	25 065 305 300	33,20%
UNIVERSITES, CENTRES DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET ISEP	39 460 966 623	32 245 186 565	81,71%	3 532 494 004	824 843 500	23,35%	42 993 460 627	33 070 030 065	76,92%
TOTAL	536 705 754 249	221 776 821 670	41,32%	710 385 846 579	255 807 199 327	36,01%	1 247 091 600 828	477 584 020 997	38,30%

Annexe n°4 : Récapitulatif des charges de personnel

	CHARGES DE PERSONNEL		
	PREVISIONS	REALISATIONS	NIVEAUX DE CONSOMMATION
AGENCES ET STRUCTURES ASSIMILEES	56 708 879 400	42 888 824 765	75,63%
EPS	23 204 766 946	15 975 998 819	68,85%
UNIVERSITES, CENTRES DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET ISEP	26 918 214 061	24 040 562 965	89,31%
TOTAL	106 831 860 407	82 905 386 549	77,60%

Annexe n° 5 : Situation de l'endettement non bancaire

	Dettes fournisseurs	Dettes fiscales	Dettes sociales	TOTAL
AGENCES ET STRUCTURES	69 345 647 519	16 088 828 537	829 982 993	86 264 459 049
EPS	6072026787	6072026787	6072026787	18216080361
UNIVERSITES, CENTRES DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET ISEP	3 693 115 941	3 693 115 941	3 693 115 941	11 079 347 823
TOTAL	79 110 790 247	25 853 971 265	10 595 125 721	115 559 887 233

Annexe n°6 : mobilisation des crédits dans les Agences et autres organismes publics similaires ou assimilés

STRUCTURES	RESSOURCES DE FONCTIONNEMENT					RESSOURCES D'INVESTISSEMENT				
	PREVISIONS	Dont subvention fonctionnement Etat	REALISATIONS	Dont subvention fonctionnement Etat	Niveau de réalisation	PREVISIONS	Dont subvention investissement	REALISATIONS	Dont subvention investissement Etat	Niveau de réalisation
CHEDS	515 672 647	270 000 000	321 898 063	270 000 000	62,42%	81 969 112	2 421 634	52 278 278	0	63,78%
ANRSA	300 000 000	300 000 000	250 000 000	250 000 000	83,33%	242 130 695	220 000 000	142 500 000	142 500 000	58,85%
DGPSN	5 275 094 456	1 900 000 000	1 418 599 713	1 900 000 000	26,89%	38 129 303 580	31 370 285 244	14 165 714 756	31 370 285 244	37,15%
ACMU	19 817 627 037	10 444 055 895	14 059 006 516	6 398 493 600	70,94%	1 694 236 400	220 110 105	1 551 708 874	0	91,59%
ARSM	416 922 000	416 922 000	330 513 867	330 513 867	79,27%	2 972 211 668	700 000 000	1 734 373 559	0	58,35%
ASP	4 972 000 000	4 454 560 000	4 898 900 000	4 454 560 000	98,53%	757 004 819	745 440 000	11 564 819	745 440 000	1,53%
ANRAC	370 000 000	270 000 000	185 000 000	135 000 000	50,00%	313 167 380	300 000 000	163 167 380	150 000 000	52,10%
ANA	568 000 000	568 000 000	481 547 230	481 547 230	84,78%	1 000 000 000	1 000 000 000	384 898 347	384 898 347	38,48%
FONGIP	2 125 911 920	1 000 000 000	1 762 041 938	1 000 000 000	82,88%	9 116 483 308	3 000 000 000	3 034 318 298	0	33,28%
ANSD	3 786 139 020	3 261 040 000	68 973 268	0	1,82%	7 163 938 317	6 800 000 000	5 982 581 317	5 675 000 000	83,51%
ASPIT	341 936 234	192 465 000	286 139 900	192 465 000	83,88%	141 852 026	140 000 000	106 852 026	140 000 000	75,33%
ONP	174 000 000	174 000 000	111 500 000	111 500 000	64,08%	1 000 000	0	1 000 000	0	100,00%
ANER	966 750 000	966 750 000	966 750 000	966 750 000	100,00%	1 165 551 491	467 250 000	976 551 491	278 250 000	83,78%
FSE	296 720 813 979	0	173 855 461 348	0	58,59%	65 500 000	0	6 205 400	0	9,47%
ANACIM	6 435 401 337	670 000 000	3 596 230 027	670 000 000	55,88%	482 248 057	0	215 546 282	0	44,70%
ONPN	222 498 428	215 600 000	122 498 428	215 600 000	55,06%	232 130 090	200 000 000	182 130 090	150 000 000	78,46%
ADIE	2 919 694 405	2 896 527 000	2 227 250 155	2 204 082 750	76,28%	814 695 491	773 250 000	814 695 491	773 250 000	100,00%
ADS	17 616 300 000	2 500 000 000	18 363 333 022	1 875 000 000	104,24%	6 441 828 565	2 599 000 000	1 325 500 000	1 325 500 000	20,58%
FAISE	573 882 936	500 000 000	433 530 821	359 647 885	75,54%	2 200 000 000	1 500 000 000	729 322 226	660 997 313	33,15%
INP	796 280 053	626 000 000	333 449 316	225 545 083	41,88%	647 294 333	500 000 000	400 943 246	300 454 917	61,94%
ASPT	3 179 000 000	1 211 000 000	1 772 899 450	1 211 000 000	55,77%	41 000 000	0	0	0	0,00%
CETUD	1 206 000 000	750 000 000	485 190 438	350 000 000	40,23%	6 165 766 029	700 000 000	3 552 350 215	400 000 000	57,61%
ONFP	7 932 460 827	894 674 016	1 149 646 597	831 488 013	14,49%	236 582 000	0	0	0	0,00%
OFOR	1 653 310 578	1 485 900 892	1 043 189 681	800 000 000	63,10%	4 014 668 783	4 014 668 783	903 333 332	903 333 332	22,50%
ANAT	1 025 834 981	975 834 981	1 025 834 981	975 834 981	100,00%	168 165 019	168 165 019	0	0	0,00%
ACBEP	1 063 500 000	629 000 000	629 000 000	629 000 000	59,14%	14 569 924 676	250 000 000	14 569 924 676	250 000 000	100,00%
ASER	11 230 752 670	3 246 000 000	4 789 336 559	1 875 000 000	42,64%	69 518 720 548	59 000 000 000	60 498 599 739	59 000 000 000	87,02%
CESE	8 802 087 000	8 802 087 000	7 525 837 000	7 525 837 000	85,50%	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	100,00%
COSEC	6 119 088 900	0	4 501 643 753	0	73,57%	2 301 000 000	0	1 431 218 079	0	62,20%
DGPU	2 010 000 000	200 000 000	901 800 074	200 000 000	44,87%	24 450 000 000	4 000 000 000	6 823 442 792	4 000 000 000	27,91%
AGEROUTE	6 100 346 147	5 071 605 697	3 029 773 252	2 444 832 936	49,67%	477 736 483 976	213 754 565 061	168 376 636 335	90 916 230 850	35,24%
ANAM	2 648 856 512	93 077 120	1 640 243 630	93 077 120	61,92%	6 856 193 077	5 757 000 000	6 056 193 077	5 257 000 000	88,33%
AEME	309 375 838	309 375 838	0	0	0,00%	115 074 919	115 074 919	15 232 968	15 232 968	13,24%
ALFA	301 000 000	251 000 000	301 000 000	301 000 000	100,00%	784 627 310	0	717 094 036	0	91,39%
ANAMO	422 874 639	387 573 482	418 511 853	387 573 482	98,97%	143 526 400	132 426 518	143 526 400	132 426 518	100,00%
ANIDA	1 125 000 000	1 125 000 000	0	0	0,00%	3 187 046 028	2 075 000 000	1 112 046 028	0	34,89%
APDA	247 400 000	247 400 000	197 400 000	197 400 000	79,79%	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	100,00%
APRHN	205 190 000	204 900 000	180 190 000	179 900 000	87,82%	858 649 777	750 000 000	358 649 777	250 000 000	41,77%
HALSS	2 016 261 928	814 000 000	1 282 667 900	610 500 000	63,62%	0	0	0	0	#DIV/0!
HARAS NATIONAL	252 954 000	244 454 000	246 455 000	244 454 000	97,43%	6 240 392	6 000 000	6 240 392	6 000 000	100,00%
FFPPT	971 314 294	100 000 000	260 406 849	75 000 000	26,81%	6 229 985 333	330 000 000	4 923 614 424	300 000 000	79,03%
ISRA	9 726 946 699	4 677 165 000	5 403 815 633	3 375 000 000	55,56%	1 561 159 708	310 800 000	745 028 875	0	47,29%
ITA	1 492 850 324	805 380 000	959 696 621	604 035 000	64,29%	398 187 635	100 000 000	398 187 635	100 000 000	100,00%
ONAC	130 834 355	120 000 000	131 619 355	120 000 000	100,60%	0	0	0	0	#DIV/0!
TOTAL	435 088 164 144	64 271 347 921	261 948 782 238	45 071 637 947	60,21%	693 505 546 942	342 501 457 283	303 113 170 357	204 126 799 489	43,71%

Annexe n°7 : consommation des crédits dans les Agences et structures similaires ou assimilées

STRUCTURES	CHARGES DE FONCTIONNEMENT				CHARGES D'INVESTISSEMENT			
	PREVISIONS	personnel	REALISATIONS	personnel	consommat	PREVISIONS	REALISATIONS	consommat
CHEDS	515 672 647	125 721 788	251 761 871	89 877 948	48,82%	81 969 112	49 891 704	60,87%
ANRSA	300 000 000	163 000 000	266 160 435	160 662 910	88,72%	242 130 695	75 043 262	30,99%
DGPSN	5 275 094 456	1 903 900 000	3 942 979 068	1 903 900 000	74,75%	38 129 303 580	8 552 627 484	22,43%
ACMU	19 817 627 037	2 048 244 806	8 793 043 382	1 250 252 241	44,37%	1 694 236 400	520 633 640	30,73%
ARSM	416 922 000	254 431 000	330 513 867	203 726 915	79,27%	2 972 211 668	1 734 373 559	58,35%
ASP	5 095 120 635	4 405 900 907	5 007 506 688	4 597 233 434	98,28%	633 884 184	625 657 469	98,70%
ANRAC	370 000 000	247 801 222	223 102 479	183 782 697	60,30%	313 167 380	176 013 148	56,20%
ANA	568 000 000	442375000	481 547 230	366 842 231	84,78%	1 000 000 000	384 898 347	38,49%
FONGIP	2 125 911 920	1 129 853 289	1 466 548 631	819 741 163	68,98%	9 116 483 308	5 565 118 544	61,04%
ANSD	3 786 139 020	3 516 714 620	2 355 345 482	2 258 653 986	62,21%	7 163 938 317	4 305 733 508	60,10%
ASPT	341 936 234	250 196 844	167 068 501	250 196 844	48,86%	141 852 026	58 534 495	41,26%
ONP	174 000 000	75 215 896	98 784 104	48 828 555	56,77%	1 000 000	0	0,00%
ANER	966 750 000	493 750 000	567 548 920	365 494 965	58,71%	1 165 551 491	56 649 226	4,86%
FSE	296 720 813 979	302 084 000	90 158 815 592	129 917 190	30,39%	65 500 000	6 205 400	9,47%
ANACIM	6 435 401 337	4 318 720 283	3 804 506 616	4 325 331 683	59,12%	482 248 057	15 546 282	3,22%
ONPN	222 498 428	159 100 824	151 333 849	159 100 824	68,02%	232 130 090	140 179 973	60,39%
ADIE	2 717 978 296	1 748 187 707	1 614 764 420	1 174 104 269	59,41%	1 016 411 600	786 264 160	77,36%
ADS	17 616 300 000	8 020 000 000	12 838 409 410	5 814 268 427	72,88%	6 441 828 565	2 700 432 020	41,92%
FAISE	573 882 936	301 252 000	433 530 821	220 009 440	75,54%	2 200 000 000	729 322 246	33,15%
INP	796 280 053	464 652 311	407 336 498	277 273 651	51,15%	647 294 333	48 475 984	7,49%
ASPT	3 179 000 000	566 000 000	1 292 377 577	371 965 913	40,65%	41 000 000	0	0,00%
CETUD	1 206 000 000	798 000 000	889 152 024	600 494 471	73,73%	6 165 766 029	1 416 396 189	22,97%
ONFP	7 932 460 827	522 620 000	795 627 426	288 602 704	10,03%	236 582 000	19 698 920	8,33%
OFOR	1 653 310 578	622 467 857	645 627 501	359 985 835	39,05%	4 014 668 783	1 367 037 914	34,05%
ANAT	1 025 834 981	806 426 976	643 028 021	610 249 862	62,68%	168 165 019	197 629	0,12%
ACBEP	1 063 500 000	623 000 000	656 397 537	439 168 152	61,72%	14 569 924 676	5 503 508 406	37,77%
ASER	10 230 752 670	1 593 123 484	1 414 919 352	1 011 200 530	13,83%	70 518 720 548	28 702 844 105	40,70%
CESE	8 802 087 000	3 984 000 000	7 186 327 926	3 066 640 849	81,64%	300 000 000	300 000 000	100,00%
COSEC	6 119 088 900	1 249 499 900	2 907 034 893	820 645 920	47,51%	2 301 000 000	0	0,00%
DGPU	2 010 000 000	701 000 000	443 966 699	701 000 000	22,09%	24 450 000 000	4 164 563 193	17,03%
AGEROUTE	6 100 346 147	3 174 996 149	3 240 592 014	1 950 460 613	53,12%	477 736 483 976	177 276 347 706	37,11%
ANAM	2 648 856 512	2 161 981 912	1 750 490 650	1 478 943 962	66,08%	6 856 193 077	5 814 804 568	84,81%
AEME	309 375 838	0	126 085 351	96 864 686	40,75%	115 074 919	15 232 968	13,24%
ALFA	301 000 000	153 000 000	257 131 206	207 327 463	85,43%	784 627 310	62 764 546	8,00%
ANAMO	422 874 639	243 671 823	298 933 523	176 284 399	70,69%	143 526 400	108 259 224	75,43%
ANIDA	1 125 000 000	705 633 600	815 714 624	531 855 671	72,51%	3 187 046 028	531 271 052	16,67%
APDA	247 400 000	164 691 019	173 717 549	118 138 876	70,22%	200 000 000	60 707 377	30,35%
APRHN	205 190 000	152 128 292	141 078 625	109 125 264	68,76%	858 649 777	172 243 047	20,06%
HALSS	1 957 146 928	1 641 249 643	1 232 317 505	1 014 088 887	62,96%	59 115 000	2 827 023	4,78%
HARAS NATIONAL	252 954 000	94 912 528	179 061 566	70 303 538	70,79%	6 240 392	6 077 708	97,39%
FFFT	971 314 294	344 205 034	549 235 310	234 457 983	56,55%	6 229 985 333	404 275 885	6,49%
ISRA	9 726 946 699	5 312 332 100	6 192 116 969	3 421 216 922	63,66%	1 561 159 708	530 905 037	34,01%
ITA	1 698 392 959	602 836 586	1 003 707 092	490 602 892	59,10%	192 645 000	130 254 525	67,61%
ONAC	130 834 355	120 000 000	131 619 355	120 000 000	100,60%	0	0	#DIV/0!
TOTAL	434 155 996 305	56 708 879 400	166 326 868 159	42 888 824 765	38,31%	694 437 714 781	253 121 817 473	36,45%

Annexe n°8 : mobilisation des crédits dans les Etablissements publics de Santé

STRUCTURES	RESSOURCES DE FONCTIONNEMENT					RESSOURCES D'INVESTISSEMENT				
	PREVISIONS	Dont subvention fonctionnement Etat	REALISATIONS	Dont subvention fonctionnement Etat	Niveau de réalisation	PREVISIONS	Dont subvention investissement Etat	REALISATIONS	Dont subvention investissement Etat	Niveau de réalisation
CHU FANN	4 604 200 000	813 565 000	3 109 020 155	572 082 000	67,53%	1 140 000 000	370 000 000	1 140 000 000	370 000 000	100,00%
CHNEAR	1 852 880 738	645 438 309	1 262 176 394	591 833 208	68,12%	1 104 088 593	52 228 952	63 586 869	14 000 000	5,76%
HALD	7 573 403 980	1 886 787 000	4 230 309 684	1 530 199 728	55,86%	2 072 374 600	1 177 762 294	793 825 924	149 116 695	38,31%
HPD	10 656 044 047	1 695 167 000	7 113 145 081	1 695 167 000	66,75%	1 078 629 418	1 078 629 418	730 000 000	730 000 000	67,68%
CHAN	2 516 216 200	871 000 000	1 471 004 243	746 640 400	29,67%	290 000 000	224 000 000	182 133 516	182 133 516	62,80%
CHNPT	864 724 000	374 395 000	618 269 099	300 576 000	71,50%	643 625 152	577 891 364	491 265 838	425 532 050	76,33%
CHNDJ	562 500 000	417 500 000	221 789 625	217 500 000	39,43%	252 500 000	0	252 500 000	0	100,00%
CHR MATAM	573 438 700	250 000 000	168 819 160	-	29,44%	118 000 000	88 600 000	0	0	0,00%
CHR ST-LOUIS	2 229 018 221	537 462 735	1 184 433 024	338 193 126	53,14%	893 477 931	0	893 477 931	0	100,00%
CHR LOUGA	1 297 140 094	243 442 968	995 413 459	127 190 867	76,74%	572 000 000	316 946 211	429 899 717	105 053 789	75,16%
CHR FATICK	615 953 397	255 000 000	405 432 430	200 000 000	65,82%	70 500 000	0	0	0	0,00%
CHR ZIGUINCHOR	1 430 000 000	346 946 799	817 801 908	277 557 436	57,19%	924 413 122	445 013 978	333 760 485	333 760 485	36,11%
CHR THIES	2 846 218 248	593 308 248	1 652 580 516	507 053 264	58,06%	1 030 546 960	421 306 735	1 007 349 218	421 306 735	97,75%
MATHLABOUL	2 697 906 000	1 311 906 000	1 464 204 395	440 000 000	54,27%	567 370 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	44,06%
ROI BAUDOIN	889 776 688	75 397 446	598 743 610	45 238 464	67,29%	25 000 000	0	0	0	0,00%
YOUSOU MBARGAS	157 004 798	15 200 908	82 620 048	15 200 908	52,62%	0	0	0	0	#DIV/0!
CNTS	900 515 557	130 689 000	478 202 009	104 551 200	53,10%	296 550 386	100 000 000	246 550 386	50 000 000	83,14%
PNA	20 909 370 285	300 000 000	12 938 282 042	150 000 000	61,88%	1 249 042 000	0	1 249 042 000	0	100,00%
TOTAL	63 176 310 953	10 763 206 413	38 812 246 882	7 858 983 601	61,43%	12 328 118 162	5 102 378 952	8 063 391 884	3 030 903 270	65,41%

Annexe n°9 : consommation des crédits dans les Etablissements publics de Santé

STRUCTURES	CHARGES DE FONCTIONNEMENT					CHARGES D'INVESTISSEMENT		
	PREVISIONS	Dont Charges de personnel	REALISATIONS	Dont Charges de personnel	Niveau de réalisation	PREVISIONS	REALISATIONS	Niveau de réalisation
CHU FANN	4 604 200 000	2 188 600 000	2 501 695 744	1 513 741 775	54,34%	1 140 000 000	42 798 315	3,75%
CHNEAR	1 852 880 738	830 460 738	1 103 122 638	615 745 070	59,54%	1 104 088 593	63 586 869	5,76%
HALD	7 573 403 980	3 607 162 480	3 472 873 834	2 111 768 695	45,86%	2 072 374 600	82 356 832	3,97%
HPD	10 656 044 047	5 423 189 348	5 651 988 631	4 688 274 642	53,04%	1 078 629 418	328 843 088	30,49%
CHAN	2 516 216 200	1 527 225 758	1 361 535 839	960 743 401	54,11%	290 000 000	-	0,00%
CHNPT	864 724 000	329 988 000	502 735 061	231 452 241	58,14%	643 625 152	117 074 435	18,19%
CHNDJ	562 500 000	132 280 000	200 988 385	58 726 230	35,73%	252 500 000	71 857 079	28,46%
CHR MATAM	573 438 700	240 638 700	236 846 843	113 152 807	41,30%	118 000 000	32 624 216	27,65%
CHR ST-LOUIS	2 229 018 221	1 278 414 125	1 263 648 865	880 312 156	56,69%	893 477 931	115 012 019	12,87%
CHR LOUGA	1 297 140 094	869 235 942	773 603 970	495 245 935	59,64%	572 000 000	112 953 506	19,75%
CHR FATICK	615 953 397	231 984 938	393 141 490	209 174 290	63,83%	70 500 000	10 014 180	14,20%
CHR ZIGUINCHOR	1 430 000 000	736 332 096	891 669 500	543 574 402	62,35%	924 413 122	52 271 600	5,65%
CHR THIES	2 846 218 248	1 282 800 000	1 660 383 008	845 383 008	58,34%	1 030 546 960	448 145 311	43,49%
MATHLABOUL	2 697 906 000	1 762 295 543	1 337 890 945	908 132 594	49,59%	567 370 000	140 065 765	24,69%
ROI BAUDOIN	827 378 431	303 931 235	453 299 403	189 092 103	54,79%	87 398 257	5 500 000	6,29%
YOUSOU MBARGAS	131 883 423	64 440 535	60 167 460	60 167 460	45,62%	25 121 375	-	0,00%
CNTS	900 515 557	211 317 223	343 602 247	175 874 236	38,16%	296 550 386	82 944 403	27,97%
PNA	20 909 370 285	2 184 470 285	16 164 439 060	1 375 437 774	77,31%	1 249 042 000	154 490 736	12,37%
TOTAL	63 088 791 321	23 204 766 946	38 373 632 923	15 975 998 819	60,82%	12 415 637 794	1 860 538 354	14,99%

Annexe n°10: Mobilisation des crédits dans les Universités

STRUCTURES	RESSOURCES DE FONCTIONNEMENT					RESSOURCES D'INVESTISSEMENT				
	PREVISIONS	Dont subvention fonctionnement Etat	REALISATIONS	fonctionnement Etat	Niveau de réalisation	PREVISIONS	subvention investissement	REALISATIONS	investissement Etat	Niveau de réalisation
EPS DAKAR	3 441 877 683	297 645 663	2 191 801 912	148 822 832	63,68%	805 924 028	-	-	-	0,00%
IID	232 055 000	160 000 000	155 347 801	120 000 000	66,94%	5 000 000	-	5 000 000	-	100,00%
UADB	2 783 855 000	2 534 000 000	2 109 985 653	1 900 500 000	75,79%	245 975 294	-	245 975 294	-	100,00%
UCAD	21 728 234 740	17 931 226 150	23 558 900 783	21 921 251 898	108,43%	465 746 424	185 000 000	-	-	0,00%
UVS	1 057 085 611	700 573 245	867 861 106	700 573 245	82,10%	481 846 386	20 214 388	481 846 386	20 214 388	100,00%
CROUS	4 980 062 000	4 171 915 000	4 037 046 463	3 608 707 500	81,06%	664 000 000	350 000 000	583 280 000	350 000 000	87,84%
Université de THIES	4 867 796 589	4 503 380 001	3 815 713 823	3 477 283 035	78,39%	762 079 200	71 930 143	177 368 443	52 299 992	23,27%
faculté sc juridiques	370 000 000	100 000 000	342 825 710	75 000 000	92,66%	101 922 672	-	77 815 172	-	76,35%
TOTAL	39 460 966 623	30 398 740 059	37 079 483 251	31 952 138 510	93,96%	3 532 494 004	627 144 531	1 571 285 295	422 514 380	44,48%

Annexe 11 : consommation des crédits dans les Universités

STRUCTURES	CHARGES DE FONCTIONNEMENT					CHARGES D'INVESTISSEMENT		
	PREVISIONS	Dont Charges de personnel	REALISATIONS	Dont Charges de personnel	Niveau de consommation	PREVISIONS	REALISATIONS	Niveau de consommation
EPS DAKAR	3 441 877 683	1 989 247 499	2 249 363 009	1 656 474 818	65,35%	805 924 028	50 917 424	6,32%
IID	232 055 000	108 035 088	142 640 438	78 519 101	61,47%	5 000 000	-	-
UADB	2 783 855 000	1 709 770 000	2 193 671 704	1 446 308 445	78,80%	245 975 294	33 454 917	13,60%
UCAD	21 728 234 740	16 368 796 632	18 621 570 175	15 614 044 347	85,70%	465 746 424	48 514 000	10,42%
UVS	1 057 085 611	436 515 611	776 926 123	286 439 185	73,50%	481 846 386	245 549 944	50,96%
CROUS	4 980 062 000	2 067 715 000	4 417 645 783	1 755 393 503	88,71%	664 000 000	282 846 981	42,60%
université de Thies	4 867 796 589	4 096 134 231	3 569 970 030	3 081 460 425	73,34%	762 079 200	141 561 184	18,58%
faculté sc juridiques	370 000 000	142 000 000	273 399 303	121 923 141	73,89%	101 922 672	21 999 050	21,58%
TOTAL	39 460 966 623	26 918 214 061	32 245 186 565	24 040 562 965	81,71%	3 532 494 004	824 843 500	23,35%

Annexe 12 : Endettement bancaire des Agences et structures similaires ou assimilées

STRUCTURES	dettes fournisseurs	dettes fiscales	dettes sociales	Total	Endettement bancaire
CHEDS	-	-	-	-	
ANRESA	30 434 737	760 000	1 124 579	32 319 316	
DGPSN	4 497 508 941			4 497 508 941	
ACMU	-	-	-	-	
ARSM	828 822 378	1 318 410	1 725 615	831 866 403	
ASP				-	
ANRAC	9 726 977	2 624 655	3 960 909	16 312 541	
ANA	8 056 800	592 320 490	74 114 225	674 491 515	
FONGIP	-	-	-	-	
ANSD	542 706 556	82 495 177	18 809 356	644 011 089	
ASPTT				-	
ONP	5 351 250	4 914 918	-	10 266 168	
ANER	-	9 430 176	2 344 742	11 774 918	
FSE	39 209 359	4 844 055	1 348 609	45 402 023	
ANACIM	82 914 000	5 610 851 238	180 404 597	5 874 169 835	
ONPN				-	
ADIE	993 677 848	250 804 320	111 624 230	1 356 106 398	
ADS	3 658 377 857	5 256 519 976	36 525 892	8 951 423 725	
FAISE	15 593 611	6 247 481	1 577 162	23 418 254	
INP	9 029 124	9 565 858	4 776 282	23 371 264	
ASPT	73 062 012			73 062 012	
CETUD	310 573 736	25 736 760	19 246 544	355 557 040	
ONFP	20 082 373	5 091 225	2 939 474	28 113 072	
OFOR	677 180 192			677 180 192	
ANAT	76 420 232	430 510 178	-	506 930 410	
ACBEP	-	-	-	-	
ASER	-	-	-	-	58 117 753 997
CESE	-	-	-	-	
DGPU	-	-	-	-	
AGERROUTE	56 656 838 729	216 844 494	9 935 310	56 883 618 533	
ANAM	399 203 854	1 817 949 288	205 869 207	2 423 022 349	12 690 964 067
AEME	10 194 973	2 537 147	10 300	12 742 420	
ALPHA		22 982 662	2 891 600	25 874 262	
ANAMO	410			410	
ANIDA	231 690 162	42 235 354	9 249 851	283 175 367	
ANPEJ				-	
APDA	37 235 802	315 899 165	52 344 926	405 479 893	61 478 968
APRHN		75 000		75 000	
HALSS	97 654 326	1 363 970 269	89 159 583	1 550 784 178	
HARAS NATIONAL	-	-	-	-	
FFPPT				-	
ISRA	-	-	-	-	
ITA	34 101 280	12 300 241		46 401 521	
ONAC				-	
TOTAL	69 345 647 519	16 088 828 537	829 982 993	86 264 459 049	70 870 197 032

Annexe 13 : Endettement des Etablissements publics de Santé

STRUCTURES	dettes fournisseurs	dettes fiscales	dettes sociales	Total	Dettes bancaires
CHU FANN	7 589 377	3 775 569	11 018 177	22 383 123	
CHNEAR	42 178 084	159 000 000	0	201 178 084	
HALD	5 775 378	71 662 013	55 346 887	132 784 278	
HPD	223 629 816	4 194 581 978	3 513 185 035	7 931 396 829	
CHAN	892 821 124	1 097 575 651	960 010 970	2 950 407 745	22 997 741
CHNPT	0	0	0	0	
CHNDJ	225 855 063	0	0	225 855 063	
CHR MATAM	6 284 228	10 480 357	11 589 000	28 353 585	
CHR ST-LOUIS	451 505 796	10 402 966	330 196 833	792 105 595	
CHR LOUGA	24 030 768	111 940 958	46 660 759	182 632 485	
CHR FATICK	20 692 200	15 644 183	779 505	37 115 888	
CHR ZIGUINCHOR	84 615 207	37 062 077	258 776 599	380 453 883	
CHR THIES				0	
MATHLABOUL	107 784 053	21 740 887	24 010 174	153 535 114	
ROI BAUDOIN	0	0	0	0	
YOUSSOU MBARGANE	140 918 517	3 710 466	1 762 186	146 391 169	
CNTS	10 776 161	4 337 562	488	15 114 211	
PNA	6 072 026 787	992 166 561	14 056 146	7 078 249 494	
TOTAL	8 316 482 559	6 734 081 228	5 227 392 759	20 277 956 546	22 997 741

Annexe 14 : Endettement des Universités

STRUCTURES	dettes fournisseurs	dettes fiscales	dettes sociales	Total
ESP DAKAR	340 168 475	0	0	340 168 475
IID	9 133 452	1 365 051	0	10 498 503
UADB	328 684 402	27 623 648	11 111 172	367 419 222
UCAD				0
UVS	4 254 052	2 213 283	1 106 921	7 574 256
CROUS	2 936 416 323	1 664 568 583	0	4 600 984 906
Université de THIES	5 002 689	0	0	5 002 689
faculté sc juridiques	69 456 548	0	0	69 456 548
TOTAL	3 693 115 941	1 695 770 565	12 218 093	5 401 104 599

Annexe 15 : liste des organismes publics

Type ⁽¹⁾	Désignation	Sigle
EPIC	Agence de Presse Sénégalaise	APS
	Manufactures sénégalaises des arts décoratifs	MSAD
	Office National de Formation Professionnelle	ONFP
	Centre national de Qualification Professionnelle	CNQP
	Office National de l'Assainissement du Sénégal	ONAS
	Office du Lac de Guiers	OLAG
	Musée des Civilisations noires	MCN
	Office des Forages ruraux	OFOR
EPS	Centre Hospitalier National d'Enfants Albert Royer	CHNEAR
	Centre Hospitalier Communal Abass Ndao	CHAN
	Centre Hospitalier de Fann	CHUFANN
	Centre Hospitalier de Matlaboul Fawzaïni de Touba	CHNMFT
	Centre Hospitalier Régional Heinrich Lübke de Diourbel	CHR Diour.
	Centre Hospitalier Régional de Kaolack	CHREIN K
	Centre Hospitalier Régional de Kolda	CHR Kolda
	Centre Hospitalier Régional de Louga	CHRASM
	Centre Hospitalier Régional de Ndoum	CHRND
	Centre Hospitalier Régional de Ourossogui	CHRO
	Centre Hospitalier Régional de Saint-Louis	CHR SL
	Centre Hospitalier Régional de Tambacounda	CHRT
	Centre Hospitalier Régional de Thiès	CHR Thiès
	Centre Hospitalier Régional de Ziguinchor	CHR Zig
	Centre Hospitalier de Tivaouane	EPS Tiv
	Centre Hospitalier Roi Baudouin de Guediawaye	EPS Baudouin
	Centre Hospitalier Ndamatou Touba	EPS Touba
	Centre Hospitalier de Richard-Toll	EPS R-Toll
Centre Hospitalier de Linguère	EPS Linguère	
Hopital d'Enfants de Diamniadio	EPS HED	
EPS (suite et fin)	Centre National d'Appareillage et d'Orthopédie	CNAO
	Centre National de Transfusion Sanguine	CNTS
	Centre National Psychiatrique de Thiaroye	CNPT
	Hôpital Aristide Le Dantec	HALD
	Hôpital Général de Grand-Yoff	HOGGY
	Hôpital Principal de Dakar	HPD
	Hôpital de Pikine	H Pikine
	hôpital de Mbour	H mbour
	Hopital régional de Fatick	HF
	Centre Hospitalier Kafrine	
	Hopital Dalal Jam	HDJ

	Hôpital régional de Matam	CHR Matam
	Centre de santé de référence Youssou Mbargane de Rufisque	YM
	Centre de santé de référence de Dakar Sud ou Institut d'Hygiène sociale de Dakar	IHS
	Pharmacie Nationale d'Approvisionnement	PNA
	Service d'assistance médicale d'urgence	SAMU
EPA	Compagnie du Théâtre National Daniel Sorano	CTNDS
	Institut Sénégal-Britannique d'Enseignement de l'Anglais	ISBEA
	Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre au Sénégal	ONAC
	Observatoire national de la Parité	ONP
	Centre des Œuvres universitaires de Dakar	COUD
	Centre régional des Œuvres universitaires de Saint-Louis	CROUS
	Haras national	HN
	Centre des Hautes études de défense et de Sécurité	CHEDS
	ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION	ENA
	Institut Islamique de Dakar	IID
EPES	Université Cheikh Anta Diop de Dakar	UCAD
	Université Gaston Berger de Saint-Louis	UGB
	Université de Thiès	U. Thiès
	Université de Ziguinchor	U. Zig.
	Collège universitaire de Bambey	CUR Bambey
	Facultés de Médecine, de Pharmacie et d'Odontologie	FMPOS
EPES (suite et fin)	Facultés des sciences Economiques et de gestion et des sciences juridiques et politiques	FASEG
	Facultés des lettres et sciences humaines et des sciences et techniques de l'éducation et de la formation	FLSH
	Ecole Supérieure polytechnique de Dakar	ESP
	Université Virtuelle du Sénégal	UVS
	Ecole Polytechnique de Thiès	EPT
	Institut supérieur d'Enseignement professionnel de Thiès	ISEP
EPST	Institut Sénégalais de Recherche Agricole	ISRA
	Institut National de Pédologie	INP
	Institut de Technologie Alimentaire	ITA
EPP	Conseil Exécutif des Transports Urbains de Dakar	CETUD
	Conseil Sénégalais des Chargeurs	COSEC
EPCS	Caisse des Dépôts et Consignations	CDC
EPL (ARD)	ARD de Louga	ARD LG
	ARD de Fatick	ARD FK
	ARD de Saint-Louis	ARD SL
	ARD de Tambacounda	ARD TC
	ARD de Ziguinchor	ARD ZG
	ARD de Thiès	ARD TH

	ARD de Matam	ARD MT
	ARD de Dakar	ARD DK
	ARD de Diourbel	ARD DL
	ARD de Kédougou	ARD KG
	ARD de Kaolack	ARD KK
	ARD de Sédhiou	ARD SDH
	ARD de kaffrine	ARD KAFF
	ARD de Kolda	ARD KD
AGENCES	Agence nationale des Affaires maritimes	ANAM
	Agence sénégalaise pour l'innov. technol.	ASPIT
	Agence de Promotion du Réseau hydro. natio.	APRHN
	Agence sénégalaise d'Electrification rurale	ASER
	Agence de la Gestion des Routes (ex Agence Autonome des Travaux Routiers - AATR)	AGEROUTE
	Agence nationale de la Statistique et de la Démographie	ANSD
AGENCES (suite)	Agence nationale des Ecovillages	ANEV
	Agence nationale de l'Aménagement du Territoire	ANAT
	Agence de Développement et d'Encadrement des petites et moyennes entreprises	ADEPME
	Agence des Aéroports du Sénégal	ADS
	Agence de Développement local	ADL
	Agence nationale de l'Aviation civile et de la Météorologie	ANACIM
	Agence nationale de la Petite enfance et de la Case des Tout-petits	ANPECTP
	Agence nationale de la Grande Muraille verte	ANGMV
	Agence Nationale d'insertion et de développement de l'Agriculture	ANIDA
	Agence nationale de la Maison de l'Outil	ANAMO
	Agence nationale de la Recherche Scientifique	ARESA
	Agence nationale de l'Aquaculture	ANA
	Agence Sénégalaise de la Promotion touristique	ASPT
	Agence de l'Informatique de l'Etat	ADIE
	Agence de Construction des Batiments et Edifices publics	ACBEP
	Agence Senegalaise de la Promotion des Exportations	ASEPEX
	Agence de la Sécurité de Proximité	ASP
	Autorité nationale d'Assurance-Qualité de l'Enseignement Supérieur	ANAQ-SUP
	Agence nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes	ANPEJ
	Agence nationale des Energies renopuvelables	ANER
Agence de Gestion du Patrimoine bâti de l'Etat	AGPBE	
Agence nationale pour la relance des activités économiques et sociales en Casamance	ANRAC	

	Agence de Régulation des Marchés	ARM
	Agence pour l'Economie et la Maitrise de Energie	AEME
	Agence de la Couverture Maladie universelle	ANACMU
	Agence pour le Logement des Forces armées	ALFA
	Agence de Réinsertion sociale des Militaires	ARSM
	Agence de Promotion et de Développement de l'Artisanat	APDA
AGENCES (suite et fin)	Agence de Promotion des Sites industrielles	APROSI
	Plateforme industriel de Diamniadio	PID
	Délégation générale aux Poles urbains de Diamniadio et du Lac Rose	DGPU
	Haute Autorité de l'Aéroport LSS	HAALSS
	Haute Autorité de la Sécurité maritime	HASMAR
	Fonds de Garantie des Investissements prioritaire	FONGIP
	Fonds de Soutien au Secteur de l'Energie	FSE
	Office National des Pupilles de la Nation	ONPN
	Délégation générale à la Protection Sociale et à la Solidarité	DGPSSN
	Fonds d'Entretien Routier Autonome	FERA
EPFP	Fonds de Formation professionnelle technique	FFFT
Autres structures administratives similaires ou assimilées	Fonds d'appui à l'investissement des Senegalais de l'exterieur	FAISE
	Projet de Construction de Logements sociaux et de Lutte contre les Inondations et les Bidonvilles	PCLSLCIB
	Fonds national de Crédits pour les Femmes	FNCF
	Haut Conseil des Collectivités locales	HCCT
	Conseil économique et social	CESE
	Office nationale de Lutte contre la fraude et la corruption	OFNAC
	Commission nationale électorale autonome	CENA
	Agence de régulation des télécommunications et de la poste	ARTP
	Autorité de Régulation des Marchés publics	ARMP